



Appel de Lyon - Le 18 octobre 2023

Faisons République ensemble.

Nos quartiers ne sont pas un problème, ils sont la solution.

Nous, maires, présidents et élus de communes et d'intercommunalités engagées dans l'association *Ville & Banlieue*, sommes inquiets et en colère !

Depuis un an, nous travaillons avec les services de la Première ministre et du ministère chargé de la Ville. Nous avons échangé, débattu et avancé même si nous ne sommes pas toujours d'accord.

Une fois de plus, le Comité interministériel des Villes (CIV) prévu le 9 octobre dernier a été reporté pour convoquer dans l'urgence un Conseil national de la refondation (CNR) « post-émeutes » dont il n'est rien ressorti de concret.

Nous n'en pouvons plus des attermoissements et des reports. La concertation dure depuis plus d'un an. Nous avons fait des propositions et avons désormais besoin de décisions à la hauteur des lourdes difficultés des habitants de nos quartiers.

Monsieur le président, en reportant le CIV, vous avez manqué un énième rendez-vous avec les villes et quartiers populaires. Il est impératif que vous preniez conscience de l'urgence de la situation.

Depuis plusieurs années – notamment dans une tribune adressée le 24 mai dernier –, nous vous alertons sur l'urgence à agir face à une situation qui s'aggrave : décrochage des jeunes, conséquences de l'inflation sur le pouvoir d'achat et la vie quotidienne des habitants, risques d'une explosion.

Nos collectivités se distinguent par des indicateurs économiques, démographiques et sociaux qui interpellent : proportion de jeunes très élevée, surreprésentation des familles monoparentales, nombre considérable de foyers vivant sous le seuil de pauvreté, taux de chômage dépassant de plus du double la moyenne nationale, niveau d'éducation et de qualification bien inférieur à celui des autres territoires, surpopulation dans le parc public de logements sociaux et les copropriétés vieillissantes et dégradées...

Nous avons exprimé notre inquiétude et notre colère à de nombreuses reprises sans être entendus. Les émeutes du début de l'été en sont la preuve. Et depuis, rien n'a changé.

Des solutions

Nous n'avons jamais baissé les bras. Nos quartiers recèlent des trésors d'intelligence humaine, de créativité, de force, d'engagement... Ils sont des territoires où les élus locaux, les associations, les acteurs de proximité expérimentent, agissent et obtiennent de belles réussites. Les choses bougent et *Ville & Banlieue* œuvre à promouvoir ces initiatives et à les déployer.

En 40 ans, nous n'avons jamais changé de message : « *Les banlieues ne sont pas un problème, elles sont la solution* ». Cette année, plus que jamais, nous le portons haut et fort face à des situations de plus en plus complexes et insoutenables. Nous avons besoin que vous le portiez à nos côtés et que vous donniez aux acteurs de terrain les moyens d'aller plus loin.

Ensemble, nous devons nous mobiliser et nous appuyer sur les initiatives et solutions qui existent sur le terrain en travaillant autour de 5 axes majeurs :

1. **L'éducation** pour une égalité réelle par le scolaire et l'extrascolaire, grâce à une École dotée des moyens qui lui sont dus et au déploiement des « cités éducatives ».
2. La **tranquillité** et la **sécurité publique** par une approche préventive, de cohésion sociale et de proximité au cœur des quartiers.
3. La **formation professionnelle**, le **plein emploi durable** et l'**entrepreneuriat** qui sont les conditions indispensables au développement social des quartiers.
4. La **rénovation urbaine** durable par l'accroissement et la pérennité des ressources d'une *Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)* souple et réactive aux besoins.
5. La **transition écologique et énergétique**, notamment pour l'habitat précaire. Les habitants des quartiers populaires ne doivent pas être les oubliés de la lutte contre les effets du changement climatique.

Le devoir d'agir

Il est urgent d'agir. Nous ne pouvons accepter que, en France républicaine, perdurent des inégalités flagrantes, des discriminations et une certaine stigmatisation.

Comme président de la République, vous devez prendre en compte ce que vivent les habitants des quartiers populaires et affirmer votre volonté de rétablir la justice sociale. Nous devons, ensemble, porter l'espoir pour toute la nation et montrer que les quartiers populaires sont une richesse pour le pays et qu'ils recèlent eux-mêmes un potentiel vers l'égalité et la justice.

Un Appel

Monsieur le président, nous vous appelons à prendre en compte les solutions de terrain, initiées par les mairies et les intercommunalités, à les faciliter grâce à des financements à la hauteur des besoins, et à les déployer à l'échelle nationale.

Nous vous appelons à réimplanter des services publics locaux et nationaux au cœur des quartiers populaires. Nos quartiers ont besoin d'une police renforcée mais aussi mieux formée pour réinventer la relation entre police et population, et en particulier entre police et jeunesse. Mais ils ont autant besoin de services d'éducation scolaire, d'action socio-éducative, de prévention, de formation professionnelle, de petite enfance, de droits des femmes, d'assistance aux aînés, de santé, d'accès au logement digne durable et aux énergies, de mobilités, de culture, de sport, de proximité, de soutien à la vie associative et citoyenne, et de lien et d'accompagnement social.

En 2017, suite à *l'Appel de Grigny*, vous aviez promis de rencontrer régulièrement les maires. Vous ne nous avez plus jamais reçus en dépit de nombreuses sollicitations.

Monsieur le président, vous devez vous connecter à la réalité et à la situation des habitants de nos quartiers. Vous devez être attentif aux désespérances, qu'elles résultent de l'isolement des territoires ruraux ou de la précarité des territoires urbains. Vous devez avoir, affirmer et traduire en actes une réelle ambition pour nos quartiers populaires. Dans une France aux multiples fractures, dans la République une et indivisible, les silences et reculades ne peuvent que renforcer les crispations.

Ce mercredi 18 octobre, à Lyon, 40 ans après la fondation de notre association, entourés de l'ensemble des acteurs qui œuvrent dans les quartiers populaires, nous, maires, présidents et élus de communes et d'intercommunalités de *Ville & Banlieue*, vous lançons ce nouvel *Appel* pour que nos quartiers et leurs habitants soient pleinement considérés comme les enfants de la République !